



Lauzier, Jean-Yves, *L'Europe contre l'Europe (476-2020)*, Paris, L'Herne, ISBN-13 : 979-1031903989, 14 €

Saint-Cyrien et ancien général commandant les écoles et les lycées de l'armée de terre, l'auteur produit ici le résultat d'une réflexion de longue durée. Réflexion qui n'est pas dénuée d'érudition et de références, tentant une synthèse difficile de la pensée gaulliste et des idées de Philippe de Villiers. L'ouvrage se compose de cinq parties : l'empire carolingien, le Saint Empire jusqu'aux temps modernes, les empires et les nations des temps modernes, le nationalisme allemand et « l'empire du libre-échange » que serait l'UE d'aujourd'hui, dont les peuples sont

perçus par l'administration européenne comme un « troupeau de consommateurs serviles et industriels ». L'ouvrage se termine sur la nostalgie de pays « qui se nourrissent des générations passées et de l'héritage qu'elles ont laissés (*sic*) », voire d'un « enracinement » qui « ne signifie pas un rejet des autres enracinements, contrairement à ce que pensent les partisans du cosmopolitisme, qui ne voient dans la nation qu'un ferment potentiel de conflits et de guerres. » Cet enracinement nécessite cependant « qu'il s'affranchisse des idées universalistes portées par les Lumières et qu'il retrouve les fondements de l'universalisme chrétien seul à même de dépasser les égoïsmes particuliers... »

Il est difficile de présenter ici toutes les objections qui peuvent être faites à ces thèses. D'abord à une histoire de l'Europe « binaire », opposant nations (en devenir tout de même) et empires... Ensuite une histoire de l'UE, projet nord-américain et britannique de libre-échange, ce qui rend tout de même difficile l'usage qui est fait du Brexit ici (n'est-ce pas une demande de davantage de libre-échange ?) et la légèreté avec laquelle on passe sur l'attitude d'un Trump vis-à-vis de l'UE, sans parler du calamiteux isolationnisme US qui a abandonné après 1918 les démocraties face aux totalitarismes européens et qui l'aurait sans doute fait aujourd'hui face à Poutine. La Russie et la Chine, des nations, certes, mais aussi des empires, sont d'ailleurs les grands absents de cet ouvrage. La guerre de Poutine contre l'Ukraine est le meilleur démenti apporté aux thèses de cet ouvrage : l'Ukraine, une nation, va sans doute être vaincue (sur le court terme) parce qu'elle n'est pas encore abritée par l'UE et l'OTAN, et l'agresseur est une autre nation qui, contrairement (on l'espère) à l'Allemagne, n'a pas renoncé à son « identité » (le grand mot positif de l'ouvrage) impériale. Et des nations comme les pays baltes, la Pologne, la Roumanie, etc., sont relativement à l'abri parce que membres de l'UE et de l'OTAN.

Cet ouvrage a tout de même le mérite de poser le problème de l'identité européenne : oui, une économie de marché « sociale », qu'y a-t-il de mal à cela ? Ce n'est pas la vision US, ni la vision britannique. Mais aussi une culture, une histoire, des religions chrétiennes qui ont fini par accepter la démocratie et la tolérance, difficilement, lentement, alors que durant des siècles elles justifiaient des monarchies qui envoyaient leurs peuples s'entretuer (ce que l'ouvrage ne rappelle pas). Simple rappel : l'attitude aujourd'hui très guerrière et haineuse de la très chrétienne Église orthodoxe russe. L'Europe, ce sont aussi le judaïsme, les Lumières, l'affaire Calas, l'affaire Dreyfus, les droits de l'homme (des hommes et des femmes), l'égalité civile, la démocratisation de l'enseignement, la franc-maçonnerie, l'athéisme, la morale kantienne, le marxisme, le syndicalisme, etc., etc. L'Europe, c'est aussi l'Islam, mais un Islam qui doit s'y intégrer, ce qui signifie qu'il y a tout de même quelque

chose comme une « identité » européenne. Tout cela cohabite, discute, cherche et trouve parfois un consensus – et le recours à la violence est refusé et punissable. De même, malgré les citations tendant à prouver que l'UE serait profondément antidémocratique, il faut rappeler qu'en France Nicolas Sarkozy a été largement élu président en 2007 en disant qu'il ferait voter une constitution européenne. Est-ce antidémocratique ?

Quelques erreurs de détail. Le référendum contre la constitution, c'est en 2005. Le couronnement de Frédéric I^{er}, roi « en » Prusse, c'est en 1701. La bataille de Leipzig, en 1813, a eu lieu en octobre, pas en janvier. Ulrich Beck était un sociologue, pas un journaliste.

Comme on le voit, l'auteur de ces lignes s'oppose aux thèses de cet ouvrage. Il n'en reste pas moins qu'il se réjouit de vivre dans un pays et dans une UE où l'on peut pacifiquement avoir ces discussions et ose même penser qu'une discussion directe avec l'auteur pourrait aboutir à de nombreux points d'accord, l'amour de la patrie n'excluant nullement celui de l'Europe. Un livre suggestif assurément. François GENTON.